



Le mercredi 10 mars 2021

Communiqué de presse

« Laïcité », « islam politique », « islamo-gauchisme » : l'ambiguïté de la majorité d'Eric Piolle

« J'ai deux adversaires, l'islam politique et l'extrême droite, et on voudrait que je rentre dans la mêlée pour leur donner un terrain de jeu ? C'est non. »¹ [...]

« Il se plantent à taper avec leur laïcité ; l'islam politique n'est pas forcément violent, seul le djihadisme est violent. »²

Voilà comment Eric PIOLLE, actuel maire de Grenoble dont les ambitions nationales dans la perspective des élections présidentielles 2022 ne sont plus cachées, adapte son langage en fonction de ses interlocuteurs. Il n'est plus à démontrer qu'Eric PIOLLE est plus qu'ambigu sur son rapport aux valeurs républicaines.

« *Les Verts ont un problème de rapport à la République* » affirme Anne HIDALGO, et elle voit juste. Quelques semaines après la décapitation de Samuel PATY, la maire de Paris jugeait « *choquante* » l'abstention de certains élus EELV lors du vote, en Conseil municipal, sur la proposition qu'une rue parisienne porte le nom de l'enseignant lâchement assassiné.

A Grenoble, c'est un vœu sur un projet de charte de laïcité qui a été rejeté par la majorité verte/rouge du maire.

Les récentes actualités obligent à ce que les lignes des uns et des autres soient clarifiées.

A Sciences Po Grenoble, on accuse et on met en pâture des professeurs au nom d'une « islamophobie » présumée. Ces enseignants témoignent ouvertement d'un climat hostile, qui devient parfois insoutenable dans nos universités.

¹ Eric Piolle - Un songe en Isère - L'OBS, Jeudi 4 mars 2021

² Eric Piolle, en vert et contre tous - Paris Match, Jeudi 4 mars 2021

Ce qu'il se passe tragiquement à Grenoble est l'exemple de faits qui s'enchaînent, et qui provoquent la surenchère et l'exacerbation de ceux qui font de la propagande politique avec un outil à la mode : le mot « islamophobie ».

A Trappes, nous avons eu affaire au témoignage d'un professeur qui en dit long sur la radicalisation islamiste d'une minorité en France qui exerce une pression agressive et grandissante. Cette pression, construite autour d'arguments qui esquivent les vraies questions, est un réel danger pour la laïcité, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour la République.

Dès qu'il est question de radicalisation islamiste, quelle que soit la ville et quel que soit l'événement, surgissent deux postures anti-républicaines et déconnectées de la réalité. Le déni d'un côté, et la surenchère de l'autre.

La France subit une montée en puissance de l'islamisme politique, portée par une minorité anti-républicaine qui n'a d'autre objectif que de détruire nos valeurs de liberté, d'égalité, et de fraternité. C'est un fait.

Une autre minorité estime que ces faits sont faux et que tout cela n'est pas si grave, que ces sujets seraient « montés en épingle » par les médias et les politiques, ces derniers qu'elle qualifie bien sûr d'extrême-droite, quelle que soit leur sensibilité. On arrive même à entendre des discours de victimisation qui renversent la responsabilité victime/bourreau. C'est le déni.

De l'autre côté, il y a la surenchère d'une troisième minorité, celle-ci d'extrême droite, qui porte des discours racistes et anti-musulmans et affirme que tous les musulmans sont radicalisés.

Sortir de ce clivage des extrêmes et prendre de la hauteur permet de poser quelques réalités et quelques bases d'un débat un peu plus sain pour répondre aux questionnements qui sont aujourd'hui présents en France.

Contre le déni et la surenchère, il faut l'affirmer et le réaffirmer haut et fort : oui, le problème de l'islamisme existe bel et bien en France. Et non, ce problème d'islamisme n'est pas insurmontable. Non, la bataille n'est pas perdue. Non, la situation n'est pas irréversible. C'est justement notre cause.

A Grenoble, la majorité du maire surfe sans sourciller dans le déni en affirmant qu'il n'y a aucun véritable problème, et que tous ceux qui en perçoivent sont des fascistes ou, à minima, des anti-musulmans. Ce qui est faux, bien évidemment.

Eric PIOLLE joue d'ambiguïté avec l'islamo-gauchisme.

De quoi parle-t-on alors à travers ce mot ?

La définition pourrait être la suivante : **l'islamo-gauchisme est l'idéologie gauchiste de l'indulgence et de l'excuse à l'égard de l'islamisme radical pouvant aller jusqu'à la minimisation, voire la dénégation de sa dangerosité, car l'idéologie gauchiste voit dans l'islamisme radical un allié dans sa lutte contre le capitalisme et dans sa stratégie de convergence des luttes de tous les opprimés.**

Selon l'islamo-gauchisme, c'est parce que les musulmans sont aujourd'hui les nouvelles classes populaires et qu'elles sont par conséquent les nouvelles victimes du capitalisme, par l'exploitation, la domination, la discrimination et la ghettoïsation, que l'islamisme radical est né et s'est développé

pour précisément défendre ces nouvelles classes populaires musulmanes et mener une lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Et c'est là, selon l'islamo-gauchisme, la raison politiquement nécessaire et donc suffisante pour laquelle il faudrait faire preuve d'une certaine indulgence et d'une bonne dose d'excuses à l'égard de l'islamisme radical, et en faire un allié.

Par ailleurs, soyons bien vigilants : le terme « islamo-gauchisme » n'est pas un terme d'extrême droite, ni un terme inventé par l'extrême droite. C'est un terme relatif à des travaux de recherche sur des faits politiques concrets, travaux de recherche qui émanent du CNRS. En effet, c'est Pierre-André Taguieff, politologue, sociologue, historien des idées et directeur de recherche au CNRS, qui a forgé le terme d'islamo-gauchisme en 2002 en observant l'alliance idéologique et politique entre la gauche révolutionnaire et l'islamisme radical qui défilait dans les rues lors des manifestations pro-palestiniennes au début des années 2000 suite à la deuxième Intifada.

Alors que le terme d'islamo-gauchisme émane de recherches menées au CNRS sur la base d'observations factuelles, le terme d'islamophobie émane, lui, de l'idéologie islamiste radicale, puisque c'est un terme vieux de plus d'un siècle (il a été créé en 1910 par des administrateurs-ethnologues français pour désigner « un préjugé contre l'islam » répandu dans les populations chrétiennes) et qui a été récupéré par les Frères musulmans et certains salafistes pour condamner, non pas les préjugés chrétiens contre l'islam, mais toute critique contre l'islamisme radical, en prétendant que critiquer l'islamisme radical, c'est critiquer l'islam, et critiquer l'islam c'est se rendre coupable de racisme anti-musulman.

L'islamo-gauchisme est par ailleurs une réalité pour bon nombre de nos concitoyens. Selon un sondage en date du 19 février 2021, effectué par Ifop-Fliducial, 58% des Français considèrent que « l'islamo-gauchisme est une réalité ». Un autre sondage du 23 février 2021, réalisé par Odoxa-Blackbone consulting, obtient les chiffres de 69% des Français qui affirment qu'il y a en France « un problème avec l'islamo-gauchisme ». Selon ce même sondage Odoxa-Blackbone consulting, 66% des Français sont « d'accord avec les propos de Frédérique Vidal sur l'islamo-gauchisme à l'université ».

Voilà des résultats de sondages qui, pour le moins, interpellent.

Sans aucun doute, il y a matière à débattre sans honte, sans crainte, sans reproche, et à vérifier ce qu'il se passe dans nos associations et dans nos universités pour reprendre l'actualité. Ni raciste, ni anti-musulman, ce débat doit avoir lieu sans tomber dans la surenchère, ce qui ferait là le lit de l'extrême droite et de l'islamisme politique.

***Ne nous laissons pas piéger :
les valeurs et les principes de la République française sont notre cause.***

Contact Presse

Fanny MICHAUD

Collaboratrice parlementaire auprès d'Emilie CHALAS, Députée de l'Isère

Membre de la Commission des Lois

2, rue de Belgrade - 38000 Grenoble

fanny.michaud.ec@clb-an.fr / 07 86 44 39 96

emilie.chalas@assemblee-nationale.fr - <http://emiliechalias.fr/>